

## Recherche-action et autres formes de recherches atypiques : scientificités et pertinences en question

*Par René Knüsel, professeur à la Faculté des sciences sociales et politiques de l'Université de Lausanne (UNIL) & Alain Kaufmann, directeur du Collaboratoire, Unité de recherche-action, collaborative et participative (UNIL)*

**La recherche-action est encore largement contestée dans le monde académique ; son territoire, les méthodes auxquelles elle fait appel sont considérées comme peu valides et peu fiables. Les choses évoluent pourtant ces dernières années. Une présence discrète et peu reconnue.**

*« Recherche-action ! Le terme est à la mode autant qu'il est honni. Du sociologue qui s'interroge sur la crédibilité des recherches menées par des acteurs au linguiste féru de pragmatisme qui se demande comment une recherche pourrait ne pas être action, la liste est longue de ceux qui développent des raisons de se méfier » (Mesnier & Missotte, 2003, p.9). Le ton est donné, le mot est lâché : se méfier. La recherche-action est l'objet de malentendus, de sous-entendus qui rendent un recours généralisé à cette approche problématique dans le monde académique. Le problème est double :*

- D'une part, la démarche est peu connue, que ce soit au travers de ses objectifs, de ses modalités ou de sa méthodologie. Le fait de collaborer avec des personnes engagées dans la pratique suffit généralement à qualifier la démarche de recherche-action. Les chercheur-e-s universitaires ont en général peu remis en question leur propre position face aux acteurs, face au savoir et à sa qualité, ou encore aux objets de leur recherche. En cela, ils se plaçaient dans une optique de neutralité de l'enquête. La dimension active de la démarche scientifique servira, au contraire, de point d'appui aux recherches appliquées ou aux techniques d'action dans l'acception donnée par Kurt Lewin qui avait été interpellé par l'influence sur les processus sociaux de la prise de conscience par le groupe de son propre fonctionnement (Lewin, 1959). Ce positionnement a été généralement peu ou mal compris dans le monde académique.
- D'autre part, la valorisation des travaux menés et des résultats obtenus par ce type de recherche peine à être compétitive face aux méthodologies plus « classiques ». Ce sont essentiellement les approches basées sur des méthodes « reconnues », ayant fait leurs preuves, avec des résultats quantifiables qui obtiennent une reconnaissance tant dans les curricula des chercheur-e-s, que les revues hautement indexées. Les soutiens financiers pour la recherche scientifique sont essentiellement attribués sur la base de considérations de même nature. De façon

générale, et à l'exception de certains domaines et disciplines spécifiques, les démarches relevant de la recherche-action ont été peu diffusées et valorisées par et au sein des chercheur-e-s de l'alma mater.

Il y a toutefois lieu de relever ici quelques-unes des exceptions au sein d'universités ou de réseaux universitaires qui ont permis à des chercheur-e-s et des générations d'étudiant-e-s de découvrir d'autres manières de faire. L'espace à disposition ne permet pas de rendre justice à l'ensemble des travaux réalisés dans cette optique. Nous ne pouvons relever ici que les disciplines qui ont particulièrement endossé ce type de démarches : les sciences de l'éducation et la pédagogie, la géographie, la linguistique, le travail social ou encore la philosophie. D'autres secteurs s'y sont aussi plus récemment ouverts, telle la santé. Mais malgré l'engagement et la détermination investis, ces initiatives sont demeurées marginales par rapport aux courants *mainstream* dans la recherche.

### Quelques innovations tout de même

Plusieurs initiatives originales dans la promotion de ce type d'approche peuvent être relevées durant cette dernière décennie dans notre environnement proche. Tout d'abord, sous l'impulsion du Rectorat de l'Université de Lausanne et de la Fondation du 450ème de l'institution éponyme (aujourd'hui rebaptisée Fondation pour l'Université de Lausanne), une initiative avait été lancée en 2007 : Vivre ensemble dans l'incertain. Une vaste enquête sur les préoccupations de la population vaudoise face à l'avenir et le rôle que l'université pourrait jouer dans cet horizon avait été réalisée. Ses résultats avaient été débattus en ateliers par plusieurs dizaines de personnalités du canton en provenance de tous les milieux. Le rapport issu de ces deux consultations avait été ensuite diffusé, assorti d'un appel d'offre, auprès des chercheur-e-s de l'UNIL invité-e-s à proposer des projets de recherche en lien avec les principales préoccupations relevées. Un des critères de sélection était la méthodologie qui devait s'inspirer ou être en adéquation avec la recherche-action. Six projets avaient été retenus et financés (cf. <https://www.unil.ch/vei/fr/home.html>) qui devaient tous être réalisés en étroite collaboration avec des partenaires extra-académiques (syndicats, associations, groupes d'intérêt, etc.). Les résultats obtenus devaient en outre permettre à ces partenaires d'améliorer leur situation grâce aux connaissances (co-)produites.

Un autre programme nommé Volteface, consacré à la transition énergétique du point de vue des sciences humaines et sociales, s'est déroulé entre 2015 et 2018 dans un esprit analogue. Il a été financé par la Direction de l'UNIL, l'État de Vaud et l'entreprise Romande Énergie (<https://www.volteface.ch>). Treize recherches, assorties de nombreux ateliers et forums ont ainsi vu le jour, permettant le développement d'une vaste communauté de personnes et collectifs intéressés et concernés.

Enfin, plus récemment, une plateforme de collaboration entre l'UNIL et la Ville de Lausanne nommée Interact a vu le jour, comportant un volet de recherche-action ayant débouché sur sept projets en 2018 ; six autres ont débuté en 2019 (<https://www.unil.ch/connect/home/menuintst/ville-de-lausanne/projet-interact.html>).

## Les obstacles à dépasser

Sur la base d'un retour d'expérience réalisé à partir de ces initiatives dans le contexte helvétique, ainsi que d'une analyse de la situation au niveau international, nous pouvons formuler quelques pistes d'analyse sur les éléments qui empêchent ou limitent le développement de la recherche-action ou de formes voisines mettant la recherche au service de l'innovation sociale.

- Il est évident que les modalités d'évaluation de la recherche et des profils académiques ne sont pas adaptées à ce type de démarche et la découragent même. Il s'agit notamment de pondérer le critère « d'excellence académique » avec celui de « pertinence sociale », voire de réaliser que l'excellence dans la production de connaissances peut également se trouver du côté des acteurs sociaux !
- Les sources de financement disponibles pour les formes de recherche « atypiques » sont pratiquement absentes en Suisse. L'importance et le quasi-monopole du FNS dans le paysage de la recherche devraient inciter cette institution à mettre en place une nouvelle ligne budgétaire et des procédures et critères adaptés. A terme, une part conséquente du budget de la recherche universitaire devrait être réorientée dans ce sens. Il s'agit en outre de pouvoir financer non seulement les partenaires académiques, mais également les acteurs sociaux engagés dans les collaborations, le plus souvent affectés d'un important déficit de ressources en temps et en personnel.
- La modalité de l'appel d'offre compétitif classique n'est pas forcément adaptée aux objectifs de l'empowerment par la recherche et défavorise les milieux non académiques.
- La « demande sociale » de recherche doit être (co-)construite avec les acteurs-trices sociaux-ales potentiellement concerné-e-s; elle n'attend pas derrière la porte de l'université. Il s'agit d'un processus de long terme.
- Des formations spécifiques doivent être mises en place à destination des chercheur-e-s et des acteurs-trices sociaux-ales.

3

## Conclusion

Qu'il s'agisse « d'extension universitaire » (Amérique Latine), de « recherche partenariale » (Québec), de « services à la communauté » (USA, Afrique) ou « d'intermédiation recherche-société » (France), on observe à l'échelle internationale un vaste mouvement issu des universités et d'un « Tiers-État de la recherche » visant l'innovation sociale par la recherche et l'enquête.<sup>[1]</sup> Nous devons malheureusement constater que la Suisse doit rattraper un retard considérable en la matière. Cet attentisme est d'autant plus problématique que la production de connaissances dans un contexte de recherche-action, collaborative ou participative ne peut plus relever aujourd'hui d'un « pourcent culturel » ou d'un supplément d'âme, mais constitue un enjeu stratégique pour assurer aux universités et aux autres hautes écoles un soutien politique et social sur le moyen et le long terme.

[1] Une des démarches les plus innovantes en la matière est développée au niveau français et international par l'Alliance Sciences-Sociétés coordonnée à Paris, initiative multi-acteurs dont l'UNIL est partie-prenante via son ColLaboratoire : <http://www.alliss.org> et <http://www.unil.ch/collaboratoire>.

*Bibliographie indicative :*

Grawitz, M. (1979). *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.

Lewin, K (1935, 1959). *Psychologie dynamique*. Paris : PUF.

Mesnier P.-P. & Missotte P. (dir.). (2003). *La recherche-action. Une autre manière de chercher, se former, transformer*. Paris : l'Harmattan.

Ravon, B. (2014). *La recherche-action à l'université, une tradition dérangement. Actualisation de la recherche-action et phraséologie* (CCRA) Lyon.

Reason, P. & Bradbury H. (2008). *Handbook of Action Research; Participative Inquiry and Practice*. 2ème édition, London : Sage.

**Article accessible sur le site [www.recherche-action.ch](http://www.recherche-action.ch)**